



PRÉFET DE LA DROME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2019 060 - 0002

**portant mise en demeure
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**à l'encontre du directeur de la société SUEZ RV Centre Est
concernant son installation de stockage de déchets exploitée à DONZERE**

**Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'État
dans le département de la Drôme**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques n° 3540 et 2760 de cette nomenclature ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé Gerland Plaza, Bâtiment A, 19 rue Pierre-Gilles de GENNES, 69 007 LYON, à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m², constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux ;
- VU** la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;
- VU** le rapport établi le 04 février 2019 par l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 09 janvier 2019 ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 23 janvier 2019 ;

CONSIDÉRANT l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral sus-visé qui impose notamment :

« *L'exploitant prend les dispositions suivantes :*

- *Réseau de captage de biogaz correctement dimensionné et d'une densité suffisante, dédié aux zones de stockage de déchets non dangereux, avec élimination du biogaz collecté (moteur de valorisation électrique ou torchère avec, si possible, récupération thermique) ;*

(...)»

CONSIDÉRANT que les émissions diffuses de biogaz ont été fortement ressenties par le voisinage durant le second semestre 2018 ;

CONSIDÉRANT que lors d'une visite de l'établissement sus-visé effectuée le 7 décembre 2018 par l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES, de fortes odeurs ont été perçues dans l'établissement et à proximité immédiate ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Le directeur de la société SUEZ RV Centre Est est mis en demeure de respecter, dans le cadre de l'exploitation des installations se trouvant dans son établissement exploité à DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, dans un **délai maximal de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, la prescription suivante figurant à l'article 3.1.3. de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé :

« *L'exploitant prend les dispositions suivantes :*

- *Réseau de captage de biogaz correctement dimensionné et d'une densité suffisante, dédié aux zones de stockage de déchets non dangereux, avec élimination du biogaz collecté (moteur de valorisation électrique ou torchère avec, si possible, récupération thermique) ;*

(...) »

Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article premier du présent arrêté ne seraient pas satisfaites, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 - Publicité :

Le présent arrêté sera notifié à la société SUEZ RV Centre Est. Une copie sera déposée en mairie de DONZERE et tenue à la disposition du public.

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

A Valence, le **28 FEV. 2019**

Le Secrétaire Général chargé de l'administration
de l'État dans le département de la Drôme



Patrick VIEILLESCAZES

